



BREVES D'ATTAC DU PAYS MALOUIN – JERSEY



Un autre monde est possible !

Assemblée générale du comité local
20 novembre 2020



COMPTE RENDU

Compte tenu des contraintes liées à l'état d'urgence sanitaire, l'Assemblée Générale s'est déroulée en vidéo. Cette décision a fait l'objet d'une délibération du CA qui s'est réuni le 2 novembre 2020

Membres présents : 28

Membres représentés ayant donné pouvoir : 13

☛ Délibérations

- Le rapport d'activité et le bilan financier ont été adoptés (Le rapport d'activité est visible sur le site d'Attac Pays malouin - Jersey malotru en activant ce lien : [Le rapport d'activité 2019-2020 du comité](#))
- Renouvellement des mandats
 - 3 membres du CA dont le mandat arrivait à échéance ont souhaité le renouveler. Ils ont été réélus pour un mandat de 2 ans conformément aux statuts
- Candidature nouvelle
 - 1 nouvelle candidate souhaitait rejoindre le CA. Elle a été élue pour un mandat de 2 ans conformément aux statuts.

☛ Observations

- La présentation du rapport d'activité a suscité des commentaires favorables soulignant l'importance du travail effectué.
- La présentation du bilan financier a permis de souligner la stabilité de nos ressources.

☛ Un adhérent témoigne de la situation à Jersey



Bilan d'Attac Jersey

Comme chaque année, l'A.G est l'occasion d'indiquer ce que devient le groupe jersiais auquel une longue histoire de combats communs nous rattache, notamment depuis 2001 et l'Opération *Etonnants Paradis* qui a été suivie d'autres actions plus ou moins spectaculaires, souvent en coopération avec d'autres ONG françaises ou internationales. Le vieillissement du noyau des activistes d'origine, la disparition de « figures historiques » comme Frank Norman, fondateur du comité Attac Jersey, ont rendu les actions et les campagnes évidemment plus difficiles. Mais les « résistantes de choc » comme Pat et Jean sont toujours là, fidèles et actives, consacrant essentiellement leur temps à l'aide caritative que la crise actuelle a rendue plus que jamais nécessaire.

La très bonne surprise, cette année, cependant, est la forte implication des *Deputies* et *Senators* de *Reform Jersey*, (seul) parti politique de l'Ile, dans les débats et les problématiques au sein des

States of Jersey. On ne sera pas surpris de retrouver parmi eux des figures publiques que nous connaissons bien pour leurs engagements passés et les risques qu'ils ont parfois pris très courageusement : Montfort Tadier, Steve Pallett, Geoff Southern etc Parmi eux, également, des figures moins connues et plus jeunes qui ont « fait leur chemin ». Nous les avons connues alors qu'ils étaient très jeunes, proches de notre mouvement, parfois dissuadés de nous rejoindre par des menaces sur leur emploi, leur famille etc. Se rappeler qu'à l'époque la presse locale nous décrivait comme « *les dangereux et violents anarchistes d'Attac* ». Difficile de se recommander d'un tel mouvement quand on a 20 ans à Jersey...

Le manifeste de *Reform Jersey* publié en Juin 2020, « *New Deal for Jersey* » avait eu un réel succès, ouvrant des pistes concrètes en matière de services publics, de politique sociale, fiscale, environnementale. Ils avaient obtenu plusieurs élus dans les deux chambres et l'un d'eux, Sam Mezec, par vraiment un inconnu pour nous, avait même été choisi comme *Ministre du Logement et de l'enfance*. Il fit passer rapidement une loi sur la protection de l'enfance, attendue par beaucoup dans cette Ile au passé sulfureux en matière de pédo-criminalité et où le secret n'était pas que fiscal... Plus récemment, ils sont à l'origine de révélations qui les ont conduits à tenter, sans illusion, un vote de défiance à l'encontre du *Chief Minister, John Le Fondré*. Ils accusent celui-ci d'avoir, en toute connaissance, sans transparence, recruté un *Chief Executive* (Directeur des Services, le fonctionnaire le plus élevé et le mieux payé de l'Ile), qui était, en même temps directeur d'une entreprise londonienne, avec un revenu exceptionnel...

La surprise vient du fait que la motion a reçu l'appui de...dix-neuf Membres des *States* contre vingt-neuf, score inattendu mais intéressant à un an et demi des élections générales de l'Ile. En bonne logique, Sam Mezec a démissionné, se dissociant d'un *Chief Minister* toujours en place mais affaibli. Charle Parker, le *Chief Executive* au centre du scandale a été amené à démissionner...

Il est un sujet épineux sur lequel notre comité a échangé depuis plusieurs mois avec nos deux principales correspondantes jersiaises, celui du dossier contentieux Pêche et *Traité de Granville* dans le cadre du Brexit britannique. Ce dossier est évidemment vital pour l'avenir de la pêche dans notre région et son issue fait craindre de sérieux problèmes, notamment, si comme Boris Johnson l'a laissé entendre, il en faisait un élément principal de négociation, certains disent « de chantage » dans les dernières phases d'un « deal » toujours improbable...

Le scénario Brexit s'est invité dans un débat qui aurait pu, qui aurait dû, rester dans le cadre du *Traité de la Baie de Granville*. Ce *Traité* gère de manière optimale les relations entre communautés de pêcheurs et zones de pêche dans l'espace maritime entre les îles anglo-normandes et les zones portuaires de Carteret, Granville, Saint-Malo. Quotas par espèces, contingentement et tonnages des navires, conditions de débarquement, etc. y sont définis et revus régulièrement. C'est un cas unique d'accord de partage international, aussi clairement défini. Il donnait satisfaction jusqu'à récemment aux parties concernées, reconnaissant notamment l'autonomie politique des autorités jersiaises, sans interférence du Royaume-Uni.

Hélas, le prurit nationaliste lié au Brexit britannique s'est emparé de certains ilais. Le président du comité des pêches de Jersey semble s'être enflammé un peu vite. Il a cru voir là une belle occasion de « *reconquête des eaux jersiaises* », reprenant là un des slogans favoris des Brexiters il y a trois ans maintenant. Il a entraîné à sa suite un nombre non négligeable de jersiais pensant que le secteur de la pêche allait pouvoir augmenter ses prises, "récupérer" des zones "historiques" exploitées par les pêcheurs français, et assurer la prospérité promise par les souverainistes britanniques.

Même si la pêche représente moins de 2% du PIB du Royaume-Uni, la démagogie au pouvoir en a fait une affaire symbolique, oubliant de signaler que 80% des prises (même pourcentage à Jersey) étaient achetées par le marché européen sans être soumises aux taxes douanières applicables pour les non adhérents de l'UE. L'affaire revient donc en « boomerang » aujourd'hui, avec la prise de conscience que les risques sont, en effet, très élevés en cas de non-accord... Si les marchés

de Granville, Saint-Malo, Carteret perdent de leur intérêt et imposent les taxes prohibitives sur un marché concurrentiel, il y a de quoi s'inquiéter pour la communauté des pêcheurs jersiais. Pour nos pêcheurs locaux aussi dont l'essentiel des prises se fait dans ces eaux encore relativement poissonneuses de la zone du fameux Traité...

Pour celles et ceux qui espéraient encore échapper aux griffes du projet de Boris Johnson, et revenir à une renégociation du Traité avec les normands et les bretons, un récent texte voté aux Communes a jeté l'Ile dans une réelle inquiétude. Certes, les anglo-normandes ont un statut officiel de "possession de la Couronne" et n'appartiennent pas au Royaume-Uni, mais Boris Johnson fait "comme si" elles faisaient partie du "deal" éventuel avec l'UE. Piétinant sans vergogne les droits constitutionnels de Jersey il a fait voter et confirmer par la Chambre des Lords un texte incluant les pêches jersiaises dans la négociation Brexit même sans leur consentement !

De grandes figures « historiques » de l'Ile, notamment l'ancien Bailli, Sir Philip Bailhache, sont immédiatement montés au créneau. On s'est orienté alors vers un texte appelé *Permissive Extensive Clause* qui permet de sauver la face des autorités jersiaises sans vraiment céder grand chose sur le fond. Jersey resterait officiellement libre de ses choix mais Londres se réserverait le droit de prendre la main si les choix de Jersey ne se font pas « en ligne » avec les intérêts du Royaume-Uni...

Une certaine colère monte dans l'Ile, mais le suspense demeure, chacun retient son souffle, nos pêcheurs, et nous-mêmes, également...

Et pendant ce temps la COVID-19 continue son œuvre, avec 172 cas signalés le soir du 18 novembre à la veille de notre A.G...

Nous saluons de tout cœur nos amis et amies de Jersey. Nous les assurons de notre soutien et de notre sympathie en cette période particulière.

LE MALOTRU REVIENT SUR LE RASSEMBLEMENT DU 28 NOVEMBRE

[Le rassemblement du 28 novembre contre les violences policières](#)

Avec des photos et le texte des interventions

DECORATIONS DE NOËL A SAINT MALO : ATTAC PARTICIPE

acheter chez amazon = détruire la vie locale	amazon = 57% du chiffre d'affaires* dissimulé dans des paradis fiscaux	amazon = moins d'emplois plus de robots	amazon = n des pires émetteur de CO ² au monde	emploi chez amazon = 4,5 emplois détruits	amazon = 98% de vendeurs fraudant la TVA	amazon = au moins 20 000 salarié-es malades du COVID
---	---	--	--	--	---	---

